

BOUIRA

Les investisseurs seront-ils enfin entendus ?

**Ce jeudi, et suivant les dernières recommandations du ministre de l'Intérieur lors de la rencontre du gouvernement avec les walis, le nouveau wali de Bouira, Mouloud Chérifi, a réuni à la salle des conférences de l'INSFP, les investisseurs et les différents responsables concernés par l'investissement ainsi que quelques directeurs centraux et ceux de l'Aniref, pour parler investissement et les nouvelles mesures introduites dans le code des investissements, mais aussi débattre des problèmes qui freinent son élan.**

**Yazid Yahiaoui - Bouira (Le Soir)** - En somme, une très bonne initiative d'autant que dès le départ, le wali a rappelé à tout le monde que la priorité de son action est l'investissement et qu'il fera tout pour que les porteurs de projets, créateurs d'emplois, soient accompagnés et mis à l'aise.

Seulement voilà, et comme l'histoire est là qui ne triche pas, ni ne se modifie, nous nous devons de rappeler une rencontre. Une certaine rencontre qui a eu lieu pratiquement pour le même motif avec l'ex-wali, Nacer Maskri, qui, rappelons-le, était à l'époque fraîchement installé à la tête de la wilaya et venait de récupérer enfin la zone industrielle de Sidi Khaled qui était jusqu'alors otage de certains propriétaires terriens qui ne voulaient plus quitter les lieux. Cette rencontre a eu lieu un certain jeudi 7 novembre 2013 et regroupait également les investisseurs.

Ce jour-là, les investisseurs présents, et Dieu sait qu'il y en avait de grosses cylindrées comme Ifri Bio, le groupe La Belle, Cevital, Sovac, Afrique Bitume, etc., se lamentaient du manque de considération et surtout d'un manque flagrant de commodi-

tés et de viabilisation de la zone industrielle de Sidi Khaled. D'autres évoquaient les blocages au niveau de la DUC pour des permis de construire, d'autres encore pour inexistence de plans parcellaires, etc.

La réunion en présence des directeurs centraux s'est terminée avec des recommandations et des promesses pour régler ces problèmes au plus vite...

Depuis, l'ex-wali a réussi à implanter le port sec de Sovac mais sans l'autre partie de l'engagement de ce groupe, à savoir l'implantation de l'usine de pièces détachées ; la venue du groupe Ival Algérie et son usine de camions Ival mais qui n'a pas encore démarré, se voyant obligé de lancer son premier modèle pour être en phase avec ses engagements, à Ouled Haddadj, à Boumerdès ; et d'autres encore mais de moindre poids. Plusieurs autres investisseurs potentiels temporisent pour ne pas dire plient bagages. Ce jeudi, il est vrai que

la rencontre est initiée par le nouveau wali mais pour ceux qui sont là à Bouira, cette rencontre revêt un caractère de déjà vu. Et le plus grave est que même avec certaines avancées, puisque aujourd'hui, la zone industrielle de Sidi Khaled, qui s'étend sur 225 hectares, a eu une extension de 190 hectares, une extension dans laquelle le groupe Ival compte implanter son usine, ainsi que 23 autres investisseurs dont certains ont entamé les terrassements ; même avec la méga-zone industrielle de Dirah qui s'étend sur 800 hectares et dont 220 hectares sont en cours de viabilisation. Même avec ces extensions et cette nouvelle zone industrielle, les investisseurs présents se lamentent du manque de viabilisation et de commodités au niveau de l'ancienne zone industrielle de Sidi Khaled.

Autant dire que les remarques faites en 2013 sont toujours les mêmes.

Et le directeur de l'Aniref, qui reconnaît ces insuffisances, a beau promettre leur règlement au plus vite ; personne n'y croit vraiment. Excepté, peut-être, les investisseurs qui ont déjà implanté leurs projets, c'est-à-dire ceux qui ont déjà investi leur argent sur place, qui sont obligés d'y croire et de prier Dieu pour que cela soit vrai. Et plus vite ce sera mieux vaudra pour eux. Pour les autres, rien n'indique que ces por-

teurs de projets se bousculeront au portillon. Et cela tant que les mêmes problèmes persistent.

A ce sujet, d'ailleurs, rappelons que la semaine dernière, bien avant cette rencontre, un investisseur, qui compte parmi les plus fiables et les plus sérieux au niveau de la wilaya, nous confiait que le problème majeur de la wilaya de Bouira réside au niveau de la DUC. Une direction qui fait fuir les investisseurs à cause de ses agissements bureaucratiques. En particulier les lenteurs dans la délivrance des permis de construire. Pour notre interlocuteur, ils sont des centaines d'investisseurs – pas seulement ceux qui sont implantés dans les zones industrielles mais d'autres encore dans les zones d'activités au nombre de 13 à l'échelle de la wilaya, et d'autres encore hors des zones classées, qui plient bagages à cause des comportements de cette direction.

Et l'on comprendrait facilement pourquoi malgré toutes les garanties des walis, malgré les guichets uniques, malgré toutes les rencontres, l'investissement à Bouira périclite. Seule une enquête sérieuse et approfondie pourra déterminer les responsabilités des uns et des autres dans ces blocages.

Y. Y.

GUELMA

Premières mesures de l'Anem pour les universitaires

**Favoriser l'insertion des diplômés de l'Université du 8-Mai 1945 est l'un des principaux objectifs du plan annoncé par l'Anem.**

L'agence de Guelma a dévoilé jeudi dernier une salve de mesures en faveur des futurs diplômés des différentes filières. Ces derniers ont, en effet, souvent des difficultés à trouver un emploi.

Parmi les objectifs annoncés, le contrat du travail aidé (CTA) et le contrat de formation emploi CFE) et qui font partie du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle. «C'était surtout pour vulgariser les contrats, CTA et CFE en incitant les diplômés de l'uni-

versité, demandeurs d'emploi, à s'inscrire auprès de l'agence Anem», indiquent les organisateurs de ces campagnes de sensibilisation.

Pour mieux les accompagner, les responsables locaux de l'Anem comptent expérimenter ces dispositifs d'appui à l'insertion par des cycles de formation, pour le recyclage et le perfectionnement «dans le but de les adapter aux besoins des postes de travail au sein de l'entreprise, à travers un cycle d'une durée maximale de 6 mois», nous déclare L. Selaïmia, premier responsable de cette structure. Et d'ajouter «à la clé, des postes d'emploi, d'une durée minimale de 12 mois, pour rendre la formation universitaire en adé-

quation avec le marché de l'emploi». Avant cette campagne, peu d'avancées sur ce terrain ont eu lieu du fait que certaines entreprises restaient assez frileuses à ouvrir leurs portes aux nouveaux diplômés de l'université. Le plan vise donc à faire connaître l'Agence nationale de l'emploi et ses missions et à informer les entreprises économiques (publiques et privées) sur les nouvelles mesures incitatives aux recrutements. «Il est aussi question de dévoiler les mesures d'encouragement et d'appui à la promotion de l'emploi mises en place par l'Etat», nous déclarent les chargés du dossier à l'agence de Guelma.

Noureddine Guergour

MILIANA

Une bande de pilleurs de domiciles sous les verrous

Après le dépôt de plainte au début de la semaine écoulée, par un des citoyens victimes de vol, les services de la police judiciaire de la Sûreté de daïra de Miliana ont ouvert une enquête et entrepris des investigations pour retrouver les auteurs de ces vols, notamment celui com-

mis dans un domicile où a disparu un moteur de zodiac de 6 CV, un téléviseur écran plasma, un démodulateur de réception et un pétrin mécanique, avons-nous appris de source policière.

Les recherches entreprises ont permis, dans un délai très court, dans un premier temps à

identifier et interpeller un des membres de la bande qui écumait les biens d'autrui.

Après un interrogatoire, les enquêteurs ont identifié et arrêté les 2 autres acolytes dont l'un réside à Blida lequell emmagasinait dans sa demeure les biens volés. Lors de la perquisition

opérée dans le domicile du chef de la bande, les policiers ont mis la main sur les objets volés ainsi que des câbles téléphoniques 224 paires d'une longueur de 200 m appartenant à Algérie Télécom, agence de Miliana, qui avait déposé une plainte à ce sujet en date du 16 novembre dernier.

Les 3 membres de la bande mis en cause âgés de 24 à 25 ans, ont été déferés au Parquet de Miliana à la fin de la semaine écoulée.

Entendus par le procureur de la République puis présentés devant le juge d'application des peines qui a retenu les charges de vol de biens d'autrui par effraction et de recel d'objets volés, les 3 malfaiteurs ont été condamnés à une peine de 3 années de prison ferme assortie d'une forte amende pour chacun d'eux.

S. B.

Karim O.

RELIZANE

Saisie de 4 040 pétards et une arrestation

**Les éléments de la 3<sup>e</sup> Sûreté urbaine relevant de la Sûreté de wilaya de Relizane viennent de réussir un coup de maître en procédant à la saisie de 4 040 unités de pétards et un pistolet électrique que les convoyeurs devaient faire transiter par Relizane vers d'autres wilayas.**

C'est à Relizane que trois jeunes hommes âgés d'une trentaine d'années, avaient été repérés à bord d'un véhicule lors d'un barrage dressé par les éléments de la 3<sup>e</sup> Sûreté urbaine.

Les agents de la police de lutte contre la délinquance sous toutes ses formes avaient mis fin à leur rêve de s'enrichir. La fouille du véhicule avait révélé pas moins 4 040 unités de pétards que ces convoyeurs devaient livrer au centre ou à l'est du pays.

Les trois trafiquants ont été présentés devant le juge d'instruction qui a placé l'un d'eux en détention provisoire tandis que les deux autres ont été remis en liberté.

A. Rahmane

HASSI EL-GHELLA (AÏN-TÉMOUCHENT)

L'investisseur jordanien et la gestion des ordures ménagères

**Une réunion de travail a regroupé avant-hier au siège de l'APW de Aïn-Témouchent le chef de l'exécutif, les directeurs exécutifs et les représentants des APC ainsi que les membres de l'APW, au cours de laquelle une fiche technique a été présentée sur le nouveau projet d'investissement relatif à la gestion des ordures ménagères et son exploitation comme une source d'énergie.**

Ce méga-projet sera réalisé dans la localité d'El Graiaa dans la commune de Hassi El-Ghella (Aïn-Témouchent), par un investisseur jordanien, en l'occurrence Ahmed Chijini. Ce

projet sera le premier du genre dans le monde arabe et la cinquième expérience à l'échelle mondiale, il sera implanté sur une superficie de 5 hectares avec une enveloppe de réalisation

de 244 milliards de centimes. Dès sa réception, ce projet pourrait traiter quelque 5 tonnes d'ordures ménagères par jour alors que sa capacité d'accueil est de 1 200 tonnes/jour, 100 postes dont 200 permanents seront créés par ce méga-projet.

On annonce qu'il sera réalisé lors des deux prochaines années.